

TEXTES

Préface de *System studies in agriculture and rural development* de Jacques Brossier, Laurence de Bonneval et Etienne Landais (éd.)

Coll. *Science Update*, Versailles, INRA Editions, 1994

par Guy Paillotin (président de l'INRA)

La recherche agronomique doit relever, à l'approche du troisième millénaire, l'un des plus grands défis qu'elle ait connus. Elle est soumise à une tension sans précédent entre, d'un côté, la vigueur de ses dynamiques internes et le besoin toujours accru d'approfondissement (jamais sans doute l'avancée des connaissances et des techniques agronomiques n'a été aussi rapide) et, de l'autre côté, une demande sociale extrêmement pressante, liée aux profonds bouleversements qui affectent tant l'agriculture que l'agro-alimentaire, en relation avec l'évolution de nos sociétés.

Il ne saurait bien entendu être question de limiter les ambitions du progrès scientifique. Mais un institut de recherche finalisée tel que l'INRA ne peut pas davantage, sans renier sa mission, se résoudre à prendre la moindre distance vis-à-vis des attentes de la société, si confuses puissent-elles parfois paraître. Ceci conduit à encourager le développement simultané, au sein de l'Institut, de recherches diversement positionnées par rapport aux deux dynamiques évoquées plus haut, avec la conviction que cette diversité, loin d'être subie, représente l'une des principales richesses et l'une des principales originalités de l'INRA. Cela ne doit pas constituer pour autant un prétexte pour perdre de vue l'exigence de l'excellence scientifique ou à l'opposé celle de l'utilité sociale des travaux : nulle recherche, si fondamentale ou au contraire si directement appliquée qu'elle soit, ne saurait se justifier durablement par référence à une seule de ces deux exigences, qui ne sont d'ailleurs contradictoires qu'en apparence.

L'ambition des travaux du département « Systèmes agraires et développement » (SAD) est exemplaire de ce point de vue. Depuis quinze ans, les chercheurs du SAD s'attachent en effet à répondre à des demandes multiformes, émanant d'acteurs très divers, concernant des objets et des processus de différente nature et mettant en jeu des échelles d'espace et de temps très variées. Une telle extraversion n'était pas sans comporter des risques scientifiques importants. Le SAD n'a pu et su les assumer que parce qu'il a contrebalancé l'étendue de son champ d'investigation par un souci constant de cohérence et de formalisation théorique, conceptuelle et méthodologique, appuyé sur les avancées des sciences du complexe, des systèmes, bref de l'intégration. Les compétences qu'il a ainsi acquises notamment en matière de modélisation systémique, le recours à la pluridisciplinarité dont face à la complexité de ses objets il a du faire une pratique quotidienne, les anticipations qu'il a réalisées sur des thèmes tels que le fonctionnement des systèmes de production agricole, la dynamique des systèmes agraires, la gestion de l'espace rural, les problèmes environnementaux, le développement local et régional ou encore la construction sociale de la qualité des produits agricoles, ont indiscutablement enrichi l'Institut, et continueront à le faire.

Une conséquence marquante des choix du SAD est l'engagement délibéré de ses chercheurs dans l'action et le partenariat. Ils participent ainsi à de nombreux réseaux, qu'ils ont souvent contribué à créer, où ils ont l'occasion de confronter leurs représentations et leurs points de vue avec ceux de multiples acteurs sociaux. Ce point est essentiel, car c'est dans de tels réseaux que se construisent les innovations, qui sont tout autant des produits sociaux que

des produits scientifiques ou technologiques. Ces réseaux sont aussi le lieu où les attentes multiples, souvent confuses voire contradictoires de la société peuvent être captées, décantées, triées, reconstruites, pour finalement émerger sous la forme de demandes explicites, susceptibles d'être traitées par la communauté scientifique. Le SAD contribue ainsi de manière efficace à la construction de la demande sociale, fonction dont la bonne réalisation est l'une des conditions de l'efficacité d'un institut de recherche finalisée. Cette contribution est d'autant plus précieuse que la majorité des chercheurs, fût-ce à l'INRA, hésitent à s'aventurer hors de leurs laboratoires. Cette réserve m'apparaît singulièrement paradoxale dans la recherche publique : pourquoi faut-il donc que la communauté scientifique, tellement à l'aise dans le monde des artefacts, se sente si mal à l'aise face aux débats qui animent notre société ?

Les travaux du SAD commencent à être connus dans diverses parties du monde. Leur écho n'est pas étranger, par exemple, à la décision de tenir à Montpellier le prochain symposium sur les « Recherches-système en agriculture et développement ». Ce symposium, que la France organise au nom de l'Europe, et que j'ai l'honneur de présider, s'inscrit dans la filiation des colloques du réseau « Farming Systems Research and Extension », qui pour la plupart se sont jusqu'ici tenus aux Etats-Unis. Or j'ai pu constater à diverses reprises que la diffusion internationale des acquis du SAD restait insuffisante, notamment dans le monde anglo-saxon. Ayant personnellement poussé pour que cette lacune soit comblée, en particulier dans la perspective de ce symposium, qui constitue une excellente occasion de faire connaître ces travaux, le président de l'INRA ne peut donc que se féliciter de la parution de cet ouvrage qui fournit, à travers une sélection d'articles récents, une bonne image de la diversité mais aussi de l'unité des recherches de ce département atypique au sein de l'INRA et sans équivalent dans les instituts de recherche des pays développés, qui constitue au sein de l'Institut un lieu de création particulièrement actif et une source de débats toujours animés.

Reste la question du langage. La volonté de communiquer n'est rien sans l'effort de se faire comprendre. Or, de sa marginalité aujourd'hui révolue, le SAD a conservé une forte propension à s'exprimer dans un jargon propre à décourager le lecteur le mieux intentionné. J'étais donc tout prêt à plaindre le lecteur anglophone, lorsque j'ai découvert que, par une sorte de miracle linguistique, que nous devons au talent des traducteurs et à la compétence très spécialisée de Laurence de Bonneval (*), la version anglaise était souvent plus claire que le texte original français ! Puis-je donc suggérer, en guise de conclusion, que le SAD nous donne bientôt, sous la forme d'une traduction du présent volume, cet ouvrage de synthèse en français qui fait actuellement défaut ?

(*) Qui avait ouvert la voie en publiant l'an passé le remarquable ouvrage dont je tiens à signaler ci-dessous la référence au lecteur intéressé : L. de Bonneval (1993) : Systèmes agraires, systèmes de production. Vocabulaire français-anglais avec index anglais. Paris, INRA Editions, 285 p.

Villes et campagnes, vers de nouveaux équilibres

Alors que lois sur l'aménagement du territoire et nouvelles orientations de la politique agricole sont d'actualité, les économistes de l'INRA ont fait une synthèse de leurs réflexions concernant le devenir des espaces ruraux et l'instauration de nouveaux équilibres entre villes et campagnes.

Depuis vingt ans environ, des mouvements de personnes et de capitaux façonnent une ruralité nouvelle, sous influence urbaine et moins dépendante de l'agriculture.

La construction de logements, toujours plus loin des villes, reste très importante : dans les années 80, 130 000 logements par an étaient construits dans les communes rurales contre moins de 40 000 dans les années 60. Les bassins de retraite et les migrations temporaires vers le rural séduisent également beaucoup d'urbains. Le résultat se traduit, globalement, par un renversement du mouvement séculaire d'exode rural : on assiste aujourd'hui à un exode urbain. Selon les chiffres du recensement de 1990, la population des villes-centres a crû de 0,5% entre 1982 et 1990 alors que le taux de croissance de la population des communes rurales était de 7%. Le solde migratoire des premières est négatif de 3% et positif de 7% pour les secondes.

Le rural ne se porte pas si mal qu'on le dit, même s'il est vrai que le recul démographique se poursuit dans 40% des communes rurales.

La population rurale est profondément renouvelée par ces mouvements. Un Français sur quatre vit dans une commune rurale, mais les agriculteurs n'y représentent plus qu'un ménage sur dix et un emploi sur quatre. L'agriculture conserve un rôle primordial dans la gestion du territoire et demeure un moteur économique puissant dans certains bassins de production agro-alimentaire comme la Bretagne, mais elle est de plus en plus minorisée dans l'équilibre économique des espaces ruraux. Hormis les agriculteurs, les retraités et les ouvriers sont les catégories sociales les plus représentées dans le milieu rural.

Les retraités représentent près de 40% des ménages du rural profond et apportent, avec les migrations de retraite, l'« or gris » dans beaucoup de régions. Les ouvriers sont plus nombreux dans le rural que dans les zones urbaines : dans le périurbain, plus d'un homme actif sur trois est un ouvrier.

Dorénavant, on ne peut plus assimiler rural à agricole.

Des demandes d'espace, d'environnement et de biens économiques sont à l'origine de cet attrait pour le rural :

- demandes d'espaces résidentiels, analysées en termes de « débordement des villes », de banlieues lointaines ou de « rurbanisation » ;
- demandes d'espaces récréatifs ou de loisirs ruraux (résidences secondaires, tourisme vert...) ;
- demandes de biens de nature et d'environnement (produits sains et fermiers, paysages, faune sauvage...).

L'espace économique est modifié par la mobilité géographique des personnes et en particulier par les migrations alternantes domicile-travail : les deux-tiers des « périurbains », qui représentent 63% des ruraux, font en moyenne plus de 16 km pour aller travailler. Ces nouvelles données amènent nécessairement une redéfinition de certains termes. En effet, que signifient urbain ou rural quand on travaille en ville et qu'on habite à la campagne ? Une métropole, du point de vue résidentiel, s'étend parfois sur la moitié d'un département (beaucoup plus pour Paris), même si les emplois du tertiaire supérieur, apanage des

grandes cités, se concentrent sur un petit périmètre urbain. Ainsi, pour les régions Bourgogne, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes, les 5 grandes agglomérations de Lyon, Toulouse, Grenoble, Saint-Etienne et Dijon ont une aire d'influence qui représente le sixième de la superficie régionale et regroupe 40% de la population de ces régions. D'un côté, les métropoles exercent leur influence sur le quart du territoire national où près de 5 millions de personnes vivent en communes rurales, avec un accroissement démographique de 12 points entre 1982 et 1990 ; de l'autre côté, sur une surface comparable, le rural profond abrite 2,4 millions d'habitants et sa population recule de 3,8 points sur cette période.

L'évolution des communes rurales est fonction de la taille de la ville dont elles dépendent : villes et campagnes sont étroitement solidaires. « L'intégration ville-campagne est l'ardente obligation de l'aménagement du territoire » insiste la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et l'INRA.

L'utilisation des sols porte l'empreinte des mouvements économiques. L'artificialisation (construction de bâtiments, de voies de communication...) utilise l'essentiel des terres libérées par l'agriculture ; la friche progresse dans quelques régions, mais beaucoup moins que ne le prédisaient certains discours catastrophistes : en 1990, 2,5 millions d'hectares étaient en friche (équivalent en superficie à 5 départements) alors que l'on estimait à 5,5 millions d'hectares (équivalent à 11 départements environ) en 1950 la surface non utilisée.

Les liens entre exParisienne urbaine, évolution des bassins de production agricole et marginalisation de certains espaces sont complexes à établir. Tantôt le rural est structuré par les pôles urbains ou les axes de communication, et voit son agriculture souvent en crise du fait d'un marché foncier perturbé par l'exParisienne attendue des villes ; tantôt l'agriculture occupe et « tient » l'espace, dans l'attente de nouvelles réformes de la PAC. Tantôt enfin les handicaps naturels et géographiques induisent des crises, auxquelles on peut parfois remédier grâce au tourisme et à la vente de produits de la ferme surtout.

Il semble évident qu'on ne peut pas appliquer le même modèle de développement à tout l'espace régional.

La régression de l'agriculture, non compensée par des apports migratoires, est la cause principale du dépeuplement. Une politique compensatrice permettrait d'éviter des conséquences irréversibles et de préserver un patrimoine bâti, paysager et culturel.

Texte paru dans *Presse-Informations* (INRA/DIC), n°179, juin 1994

